

La démocratie : où en sommes-nous ?

Elections présidentielles, élections législatives, notre printemps sera très politique. Nous allons vivre une intense période démocratique ! Et si l'on se posait la question : comment se porte notre démocratie ?

Certes la démocratie est une richesse et un modèle : les espoirs des pays du sud de la méditerranée, depuis un an, en témoignent.

Pourtant, nombre de citoyens ne s'estiment pas concernés et n'iront pas voter. Nous sentons bien que de nombreux problèmes, d'ordre mondial, échappent aux décisions nationales : nous sommes dans un monde globalisé où la France toute seule ne peut pas tout changer. Enfin la médiatisation parfois excessive, les petits mots agressifs et l'éloignement des élus nationaux du terrain nous donnent une image pas toujours attractive de la vie politique. Bref, n'y a-t-il pas des questions à se poser ?

Ne devons nous pas nous interroger sur la réalité de notre démocratie ? Que mettons nous, en général, sous ce mot ? La démocratie française n'est elle pas fragilisée ? Comment contribuer à la conforter ? C'est à cette réflexion que nous sommes invités.

Mais que mettons nous sous le mot démocratie ?

Partons de la définition classique : « la démocratie est le régime politique dans lequel le peuple est souverain », c'est le « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Participons-nous effectivement au gouvernement des territoires dans lesquelles nous vivons : commune, département, nation, Europe ? La réponse n'est pas évidente.

Pour avancer dans notre réflexion, constatons que la démocratie renvoie à la notion de citoyen (il faut être citoyen à part entière pour être pleinement intégré au jeu démocratique), et à l'exigence de règles de droit. Nous avons une grande diversité de situations à travers le monde, notamment à travers les institutions politiques (régime présidentiel ou parlementaire).



Rappelons-nous que, le plus souvent, nos démocraties sont représentatives : nous désignons régulièrement des représentants pour exercer nos droits, à l'opposé d'une démocratie directe où les

citoyens seraient très directement responsables !

D'une manière générale, un gouvernement est dit démocratique en opposition à des régimes autoritaires, voire tyranniques, ou « oligarchiques » (le pouvoir est confisqué par un nombre restreint d'individus). La notion de démocratie renvoie à des sociétés ayant pour valeur l'égalité et la liberté. L'adjectif « démocratique peut d'ailleurs s'appliquer à toute organisation humaine : association, entreprise, collectif... : il signifie que le fonctionnement repose sur l'égalité des membres du groupe, sur des procédures de délibérations et d'élections.



L'Eglise n'est pas indifférente à la démocratie...

Certes, quand on parle de démocratie, on pense d'abord aux cités grecques de l'Antiquité. Mais il est clair que l'Évangile a contribué au développement de la démocratie moderne : les notions de fraternité, de bien commun, de respect de la règle sont des valeurs et des références largement promues par le Christianisme

au fil de l'histoire, même si tout n'a pas toujours été très brillant ! L'encyclique Centésimus annus (1981) propose un jugement explicite et structuré sur la démocratie : « L'Église apprécie le régime démocratique, comme système qui assure la participation des citoyens aux choix politiques et garantit aux gouvernés la possibilité de choisir et de contrôler leurs gouvernants, ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela s'avère opportun. Cependant, l'Église ne peut approuver la constitution de groupes dirigeants restreints qui usurpent le pouvoir de l'État au profit de leurs intérêts particuliers ou à des fins idéologiques. Une démocratie authentique n'est possible que dans un État de droit et sur la base d'une conception correcte de la personne humaine. Elle requiert la réalisation des conditions nécessaires pour la promotion des personnes, par l'éducation et la formation à un vrai idéal, et aussi l'épanouissement de la « personnalité » de la société, par la création de structures de participation et de coresponsabilité ». Voilà un texte très dense, que nous pouvons lire et relire, pour le confronter à la réalité démocratique que nous vivons. En vérité, le fossé est profond entre cet idéal et la réalité. C'est pourquoi des doutes surgissent sur notre vie politique,

qui vont jusqu'à affirmer une réelle dégradation de notre démocratie.

De nombreux doutes...

Nos démocraties occidentales, ou plus précisément nos gouvernements nationaux, sont tout d'abord confrontées à des questions qu'elles ne savent plus traiter. C'est le cas dans la confrontation aux marchés financiers, comme on le voit, ces dernières années. L'empiètement des pouvoirs économiques pousse nos dirigeants vers l'impuissance : d'ailleurs sont-ils encore dirigeants ? Ou n'y a-t'il pas une complicité entre les élites : les vrais pouvoirs sont ils encore de nature politique ?



Autre faille, nos gouvernements sont happés par le court terme. Ils sont en partie incapables de traiter comme il le faudrait les problèmes de long terme : enjeu des déficits, problèmes mondiaux de l'environnement et des ressources naturelles.... Ce qu'on appelle parfois la myopie de la démocratie, obsédée par la croissance et la consommation à court terme !

Il y a ainsi, sans que l'on s'en rende compte, un dessaisissement des acteurs

politiques, face à l'économie, aux médias, voire à la justice, ce qui entraîne souvent, chez les citoyens, indifférence ou cynisme.

Il y a une perte de confiance, qui est un symptôme préoccupant de la dégradation de notre démocratie !

Simultanément, monte une crise de légitimité qui se traduit par une défiance vis-à-vis des politiques. Ainsi le vote d'extrême droite peut être considéré comme une demande de clarification (qui est responsable ?) qui conduit parfois à mettre toutes les autorités dans le même sac. La « collusion » des élites marque les esprits dans les affaires européennes, où les citoyens doivent « avaler » tout ce qui est affirmé, sans véritable débat, ni délibérations. Surgissent aussi des mouvements de base, comme les « indignés espagnols » qui considèrent ne pas être représentés ; ils exigent une démocratie réelle, voire directe (mais attention aux pièges : les référendums des cantons suisses ne fonctionnent pas comme la démocratie à la française !). L'idée de démocratie participative a été mise en avant : dans les faits, il n'est pas sûr que ce soit une réelle avancée.

Bref, le tableau est assez préoccupant ! En résumé, se développent une indifférence, voire un rejet des institutions.

Les mutations que nous vivons semblent aujourd'hui arriver à un point critique ;

affaiblissement du débat public, renforcement du rôle des experts, justifié par une soi-disante incompétence populaire.

On doit même se demander si la tyrannie des marchés financiers n'est pas plus dangereuse aujourd'hui pour la responsabilité politique des citoyens que ne l'ont été les régimes totalitaires du siècle dernier.

Ainsi, la complexité des situations, et l'absence de finalité autres que le règlement technique de nos problèmes quotidiens, font que les citoyens se sentent de plus en plus dépassés.

Ce que l'on a appelé une « fatigue démocratique »... qui nous dispenserait du travail patient, et nécessairement conflictuel, qui consiste à inventer collectivement notre avenir.

Certains pensent que les démocraties représentatives (nous élisons notre représentant, puis nous attendons le vote suivant...) ne sont plus vraiment démocratiques : le peuple est dessaisi du pouvoir, désormais détenu par le petit groupe d'individus qui au niveau national comme au niveau mondial, contrôle à la fois notre cadre de vie comme notre destin. Il en découle logiquement une perte de confiance vis-à-vis de la « classe politique », et donc de la politique elle-même.

Pouvons-nous continuer à subir ces évolutions préoccupantes ? Le risque est réel, il n'y a pourtant pas de fatalité !



Un devoir de refondation

La démocratie est une notion historique... Mais elle est toujours une idée neuve, qui pour être durable doit être sans cesse renouvelée ! Ainsi, nos démocraties du siècle dernier sont confrontées à des défis face à la mondialisation, à l'emprise des marchés financiers, à l'impact des médias et des technologies de l'information et de la communication. Ces nouveaux outils sont entrés dans notre quotidien et ont changé notre vie. Notre démocratie doit aussi profondément s'adapter : chaque citoyen est appelé à bouger et à prendre des initiatives.

Refonder la démocratie, n'est ce pas sortir d'une vision de repliement et de peur ?

Commençons par revenir sur la notion de citoyenneté. Elle est déterminante pour la construction d'une communauté humaine et la capacité à accueillir. Quand plus de 20% des jeunes de moins de 25 ans sont sans emploi, exclus d'une véritable

insertion économique et sociale, comment peuvent-ils se sentir citoyens ?

L'horizon de la citoyenneté se situe à plusieurs niveaux, dans la gestion de nos villes et de nos communautés locales comme au niveau national et européen. Mais nous sentons bien qu'il faut désormais aller au-delà, vers une citoyenneté de la terre, qui, s'attachant à une appartenance commune à notre planète, nous ouvrirait sur une dimension collective de notre vivre ensemble et l'organisation d'un développement durable pour tous.



Ceci posé, la refondation démocratique commence par des exigences institutionnelles. Tout d'abord, la clarification, dans notre pays des niveaux de décisions : communes, communautés de communes ou agglomération, département, région, nation, Europe : le citoyen a bien du mal à s'y retrouver. A cela s'ajoute la professionnalisation des acteurs politiques (notamment avec le cumul des mandats) qui conduit à considérer le citoyen comme un être fondamentalement incompetent. Sommes-nous bien sûrs de l'expertise de nos professionnels de la politique ?

En réponse à ces blocages institutionnels, il nous faut, sans doute, être imaginatif. Face aux « jeux médiatiques » que constituent certaines élections, ne pourrions-nous envisager, pour des assemblées consultatives, des tirages au sort comme on le fait pour les jurys d'assises ? Ne faut-il pas revenir à une saine séparation des pouvoirs (l'exécutif, le législatif, et le judiciaire). Notre pays ne vit-il pas dans un imaginaire monarchique, et même de monarchie absolue ? Il est vital que les citoyens retrouvent des formes de contrôle des pouvoirs (certains ont pu parler de la nécessité d'une démocratie sauvage à côté d'une démocratie d'élevage !)

A tous les niveaux, la démocratie meure quand les citoyens perdent tout contrôle. L'omniprésence des sondages, et des médias ne contribue pas vraiment à ce contrôle. Pourtant, les outils de communication dont nous disposons désormais pourraient être un puissant outil de renouveau démocratique : il nous faudrait des règles du jeu claires et reconnues pour faire revivre la démocratie, tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas d'exclusion par ce biais !

N'avons-nous en partie perdu, comme citoyen, le sens de la confrontation, du débat sur des divergences de projet et de vision. Malgré la mondialisation, les

pouvoirs de l'Etat demeurent importants en termes de fiscalité, d'éducation, de santé et de sécurité... et les clivages politiques demeurent, même si les finalités ne sont pas réellement évoquées.

« Un vote pour quelle société ? » nous demandent les évêques de France. Certes l'emploi et le pouvoir d'achat sont des questions essentielles (nul ne pourrait dire le contraire) mais elles ne sont manifestement pas suffisantes pour avoir un vrai débat démocratique sur notre avenir.

Refonder la démocratie, c'est donc élargir le champ du débat, mais aussi réapprendre à débattre. Pour qu'une décision soit légitime, il faut qu'elle ait pu être discutée par l'ensemble des personnes concernées : tel est le principe de base. Peut-être avons-nous en partie perdu, notamment dans les partis politiques, la capacité d'avoir un vrai « débat délibératif », qui permette à chacun d'avoir une opinion, de la présenter, de l'argumenter et d'être écouté....

Ce ne sont plus là pratiques courantes (y compris dans l'Eglise) ; et nous n'y sommes guère préparés !

Réapprendre à donner de la place aux confrontations, voire aux conflits, recréer des lieux de débats et faire confiance aux initiatives qui peuvent jaillir ici ou là : voilà

le bon chemin. Et si nous avons peur des désaccords, voire des oppositions rudes, soyons sûrs que la non expression des divergences est beaucoup plus grave pour la démocratie que le débat et la confrontation (pour aimer ses ennemis, encore faut-il en avoir !).

Deux mots clés dans ces démarches : le respect, et la raison.

Se respecter, s'écouter, c'est la première condition d'une bonne délibération.

Utiliser notre raison pour exposer nos convictions, structurer et défendre nos opinions, c'est la seconde condition. L'éducation et la formation sont, bien sûr, déterminantes !

Pour rénover la démocratie, ne devons-nous pas veiller, en toute priorité, à exercer pleinement les droits qu'elle nous donne ? Veillons à voter, et à faire voter autour de nous lors des prochaines élections, en étant attentifs à tous ceux qui se sentent profondément exclus du système : soyons avec eux pour qu'ils retrouvent leur voix !

J.F. Mézière.

